

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

“LA RÉVOLUTION SOCIALE OU LA DICTATURE MILITAIRE” (1)

Michel BAKOUNINE

d'après l'édition de 1871 - Genève - Imprimerie coopérative, 8 rue de Carouge.

DIXIÈME PARTIE (fin): “QUE VEULENT LES PRUSSIENS DE L'EUROPE?”

(2)

Mais d'abord je crois utile de démontrer que les Prussiens peuvent et doivent vouloir le rétablissement de Napoléon III sur le trône de France.

La position du comte de Bismarck et de son maître Guillaume 1er, toute triomphante qu'elle est, n'est pas facile du tout. Leur but est évident: c'est l'unification à moitié forcée et à moitié volontaire de tous les Etats de l'Allemagne sous le sceptre royal de Prusse, qu'on transformera sans doute bientôt en sceptre impérial; c'est la constitution du plus puissant empire au coeur de l'Europe. Il y a à peine cinq ans que parmi les cinq grandes puissances de l'Europe, la Prusse était considérée comme la dernière. Aujourd'hui elle veut devenir et, sans doute elle va devenir la première, et gare alors à l'indépendance et à la liberté de l'Europe! gare aux petits Etats surtout, qui ont le malheur de posséder en leur sein des populations germaniques où ci-devant germaniques; comme les Flamands par exemple.

L'appétit de l'orgueil allemand est aussi féroce que sa servilité est énorme, et s'appuyant sur ce patriotique appétit et sur cette servilité toute allemande, M. le comte de Bismarck, qui n'a point de scrupules et qui est trop homme d'Etat pour épargner le sang des peuples, et pour respecter leur bourse, leur liberté et leurs droits, serait bien capable d'entreprendre, au profit de son maître, la réalisation des rêves de Charles-Quint.

Une partie de la tâche immense qu'il s'est imposée est achevée; grâce à la connivence de Napoléon III qu'il a dupé, grâce à l'alliance de l'empereur Alexandre II qu'il dupera, il est déjà parvenu à écraser l'Autriche. Aujourd'hui il la maintient dans le respect par l'attitude menaçante de son alliée fidèle, la Russie.

Quant à l'empire du czar, depuis le partage de la Pologne et précisément par ce partage, il est inféodé au royaume de Prusse comme ce dernier est inféodé à l'empire de toutes les Russies. Ils ne peuvent se faire la guerre, à moins d'émanciper les provinces polonaises qui leur sont échues, ce qui est aussi impossible pour l'un comme pour l'autre, parce que la possession de ces provinces constitue pour chacun d'eux la condition essentielle de sa puissance nommée Etat. Ne pouvant se faire la guerre, *volens nolens*, ils doivent être d'intimes alliés. Il suffit que la Pologne bouge, pour que l'Empire de Russie et le royaume de Prusse soient obligés d'éprouver l'un pour l'autre un surcroît de passion. Cette solidarité forcée est le résultat fatal, souvent désavantageux et toujours pénible, de l'acte de brigandage qu'ils ont commis tous les deux contre cette noble et malheureuse Pologne; car il ne faut pas s'imaginer que les Russes, mêmes officiels, aiment les Prussiens, ni que ces derniers adorent les Russes; au contraire, ils se détestent cordialement, profondément; mais, comme deux brigands,

(1) Titre de la publication de 1871, mais dont le titre fut rectifié par un *Erratum* en deuxième page. (Note A.M.)

(2) Annotation et sous-titre *Anti.mythes*.

enchaînés l'un à l'autre par la solidarité du crime, ils sont obligés de marcher ensemble et de s'entr'aider mutuellement; de la ineffable tendresse qui unit les deux cours de St-Pétersbourg et de Berlin, et que le Comte de Bismark n'oublie jamais d'entretenir par quelques cadeaux, par exemple par quelques malheureux patriotes polonais livrés de temps à autre aux bourreaux de Varsovie ou de Wilna.

A l'horizon de cette amitié sans nuage, il se montre pourtant déjà un point noir: c'est la question des provinces baltiques. Ces provinces, on le sait, ne sont ni russes, ni allemandes; elles sont lettes ou finnoises, la population allemande, composée de nobles et de bourgeois, n'y constituant qu'une minorité très-infime; ces provinces avaient appartenu d'abord à la Pologne, plus tard à la Suède, plus tard encore, elles furent conquises par la Russie. La plus heureuse solution pour elles, au point de vue populaire, - et je n'en admet pas d'autre, - ce serait, selon moi, leur retour ensemble avec la Finlande, non sous la domination de la Suède, mais dans une alliance fédérative, très-intime, avec elle, à titre de membres de la fédération Scandinave, embrassant la Suède, la Norvège, le Danemark et toute la partie danoise du Schleswig, n'en déplaît à MM. les Allemands. Ce serait juste, ce serait naturel, et ces deux raisons suffiront pour que cela déplaît aux Allemands; cela mettrait enfin une limite salutaire à leurs ambitions maritimes. Les Russes veulent russifier ces provinces, les Allemands veulent les germaniser. Les uns comme les autres ont tort. L'immense majorité de la population qui déteste également les Allemands et les Russes, veut rester ce qu'elle est, c'est-à-dire finnoise et lette, et elle ne pourra trouver le respect de son autonomie et de son droit, d'être elle-même que dans la Confédération Scandinave.

Mais comme je l'ai dit, cela ne se concilie aucunement avec les convoitises patriotiques des Allemands. Depuis quelque temps on se préoccupe beaucoup de cette question en Allemagne. Elle y a été réveillée par les persécutions du gouvernement russe contre le clergé protestant qui, dans ces provinces, est allemand. Ces persécutions sont odieuses comme le sont tous les actes d'un despotisme quelconque, russe ou prussien; mais elles ne surpassent pas celles que le gouvernement prussien commet chaque jour dans les provinces prusso-polonaises, et pourtant, ce même public allemand se garde bien de protester, contre le despotisme prussien. De tout cela il résulte que pour les Allemands il ne s'agit pas du tout de justice, mais d'acquisition, de conquête.

Ils convoitent ces provinces, qui leur seraient effectivement très utiles, au point de vue de leur puissance maritime dans la Baltique, et je ne doute pas: que Bismarck ne nourrisse; dans quelque compartiment très reculé de son cerveau, l'intention de s'en emparer tôt ou tard, d'une manière où d'une autre. Tel est le point noir qui surgit entre la Russie et la Prusse.

Tout noir qu'il est, il n'est pas encore capable de les séparer. Elles ont trop besoin l'une de l'autre. La Prusse, qui désormais ne pourra plus avoir d'autre allié en Europe que la Russie, car tous les autres Etats, sans excepter même l'Angleterre, se sentant aujourd'hui menacés par son ambition, qui bientôt ne connaîtra plus de limites, se tournent ou se tourneront tôt ou tard contre elle; la Prusse se gardera donc bien de poser maintenant une question qui nécessairement devrait la brouiller avec son unique amie, la Russie. Elle aura besoin de son aide, de sa neutralité au moins, aussi longtemps qu'elle n'aura pas anéanti complètement, au moins pour vingt ans, la puissance de la France, détruit l'empire d'Autriche et englobé la Suisse allemande, une partie de la Belgique, la Hollande et tout le Danemark; la possession de ces deux derniers royaumes lui étant indispensable pour la création et pour la consolidation de sa puissance maritime. Tout cela sera la conséquence nécessaire de son triomphe sur la France, si seulement ce triomphe est définitif et complet. Mais tout cela, en supposant même les circonstances les plus heureuses pour la Prusse, ne pourra pas se réaliser d'un seul coup. L'exécution de ces projets immenses prendra bien des années, et pendant tout ce temps, la Prusse aura besoin plus que jamais du concours de la Russie; car il faut bien supposer que le reste de l'Europe, tout lâche et tout stupide qu'il se montre à présent, finira pourtant par se réveiller quand il sentira le couteau sur sa gorge, et ne se laissera pas accommoder à la sauce prusso-germanique, sans résistance et sans combattre. Seule, la Prusse, même triomphante, même après avoir écrasé la France serait trop faible pour lutter contre tout les Etats de l'Europe réunis. Si la Russie se tournait aussi contre elle, elle serait perdue. Elle succomberait même avec la neutralité russe; il lui faudra, absolument le concours effectif de la Russie, ce même concours qui lui rend aujourd'hui un service immense, en tenant en échec l'Autriche; car il est évident que si l'Autriche n'était point menacée par la Russie, le lendemain même de l'entrée des armées allemandes sur le territoire de la France, elle aurait jeté les siennes sur la Prusse, sur l'Allemagne

dégarnie de soldats, pour reconquérir sa domination perdue et pour tirer une revanche éclatante de Sadowa.

M. de Bismarck est un homme trop prudent pour se brouiller au milieu de circonstances pareilles avec la Russie. Certes cette alliance doit lui être désagréable sous bien des rapports. Elle le dépopularise en Allemagne. M. de Bismarck est sans doute trop homme d'Etat pour attacher une valeur sentimentale à l'amour et à la confiance des peuples. Mais il sait que cet amour et cette confiance constituent par moments une grande force, la seule chose qui, aux yeux d'un profond politique comme lui, soit vraiment respectable. Donc cette impopularité de l'alliance russe le gêne. Il doit sans doute regretter que la seule alliance qui reste aujourd'hui à l'Allemagne soit précisément celle que repousse le sentiment unanime de l'Allemagne.

Quand je parle des sentiments de l'Allemagne, j'entends naturellement ceux de sa bourgeoisie et de son prolétariat. La noblesse allemande n'a point de haine pour la Russie, car elle ne connaît de la Russie que l'Empire, dont la politique barbare et les procédés sommaires lui plaisent, flattent ses instincts; conviennent à sa propre nature. Elle avait pour feu l'empereur Nicolas une admiration enthousiaste, un vrai culte. Ce Gengis-Khan germanisé, ou plutôt ce prince allemand mongolisé, réalisait à ses yeux le sublime idéal du souverain absolu. Elle en retrouve aujourd'hui l'image fidèle dans son roi-croquemitaine, le futur empereur de l'Allemagne. Ce n'est donc pas la noblesse allemande qui s'opposera jamais à l'alliance russe. Elle l'appuie au contraire avec une double passion; d'abord par sympathie profonde pour les tendances despotiques de la politique russe, ensuite parce que son roi veut cette alliance, et aussi longtemps que la politique royale tendra à l'asservissement des peuples, cette volonté pour elle sera sacrée. Il n'en serait pas ainsi, sans doute, si le roi, devenu tout d'un coup infidèle à toutes les traditions de sa dynastie, décrétait leur émancipation. Alors, mais seulement alors, elle serait capable de se révolter contre lui, ce qui d'ailleurs ne serait pas fort dangereux, car la noblesse allemande, toute nombreuse qu'elle est, n'a aucune puissance qui lui soit propre. Elle n'a point de racines dans le pays et n'y existe comme caste bureaucratique et militaire surtout, que par la grâce de l'Etat. Au reste, comme il n'est pas probable que le futur empereur de l'Allemagne signe jamais librement et de son mouvement propre un décret d'émancipation, on peut espérer que la touchante harmonie qui existe entre lui et sa fidèle noblesse, se maintiendra toujours. Pourvu qu'il continue d'être un franc despote, elle restera son esclave dévouée, heureuse de se prosterner devant lui et d'exécuter tous ses ordres si tyraniques et si féroces qu'ils soient.

Il n'en est pas ainsi du prolétariat de l'Allemagne. J'entends surtout le prolétariat des villes. Celui des campagnes est trop écrasé, trop anéanti et par sa position précaire, et par ses rapports de subordination habituelle vis-à-vis des paysans propriétaires, et par l'instruction systématiquement, empoisonnée de mensonges politiques et religieux qu'il reçoit dans les écoles primaires, pour qu'il puisse seulement savoir lui-même quels sont ses sentiments et ses vœux; ses pensées dépassent rarement l'horizon trop étroit de son existence misérable. Il est nécessairement socialiste par position et par nature, mais sans qu'il s'en doute lui-même. Seule, la révolution sociale franchement universelle et bien large, plus universelle et plus large que ne la rêvent les démocrates-socialistes de l'Allemagne, pourra réveiller le diable qui dort en lui. Ce diable: l'instinct de la liberté, la passion de l'égalité, la sainte révolte, une fois réveillé en son sein, ne se rendormira plus. Mais jusqu'à ce moment suprême, le prolétariat des campagnes restera, conformément aux recommandations de M. le pasteur, l'humble sujet de son roi, et l'instrument machinal entre les mains de toutes les autorités publiques et privées possibles.

Quant aux paysans propriétaires, ils sont en majorité plutôt portés à soutenir la politique royale qu'à la combattre. Il y a pour cela beaucoup de raisons; d'abord l'antagonisme des campagnes et des villes qui existe en Allemagne aussi bien qu'ailleurs, et qui s'y est solidement établi depuis 1525, alors que la bourgeoisie de l'Allemagne, ayant Luther et Melancton à sa tête, trahit d'une manière si honteuse et si désastreuse pour elle-même, l'unique révolution de paysans qui ait eu lieu en Allemagne; ensuite l'instruction profondément rétrograde dont j'ai déjà parlé et qui domine dans toutes les écoles de l'Allemagne et de la Prusse surtout, - l'égoïsme, les instincts et les préjugés de conservation qui sont inhérents à tous les propriétaires grands et petits; enfin l'isolement relatif des travailleurs des campagnes, qui ralentit d'une manière excessive la circulation des idées, et le développement des passions politiques. De tout cela il résulte que les paysans propriétaires de l'Allemagne s'intéressent beaucoup plus à leurs affaires communales qui les touchent de plus près, qu'à la politique générale. Et comme la nature

allemande, généralement considérée, est beaucoup plus portée à l'obéissance qu'à la résistance, à la pieuse confiance qu'à la révolte, il s'en suit que le paysan allemand s'en remet volontiers pour tous les intérêts généraux du pays, à la sagesse des hautes autorités instituées par Dieu. Il arrivera sans doute un moment où le paysan de l'Allemagne se réveillera aussi. Ce sera lorsque la grandeur et la gloire du nouvel empire prusso-germanique qu'on est en train de fonder aujourd'hui, non sans une certaine admiration et même une certaine sympathie mystique et historique de sa part, se traduira pour lui en lourds impôts, en désastres, économiques; ce sera lorsqu'il verra sa petite propriété, grévée de dettes, d'hypothèques, de taxes et de surtaxes de toutes sortes, se fondre et disparaître entre ses mains, pour aller arrondir le patrimoine toujours grossissant des grands propriétaires; ce sera lorsqu'il reconnaîtra que, par une loi économique fatale, il est poussé à son tour dans le prolétariat. Alors il se réveillera et probablement il se révoltera aussi. Mais ce moment est encore éloigné, et s'il faut l'attendre, l'Allemagne qui ne pêche pourtant pas par une trop grande impatience, pourrait bien perdre patience.

Le prolétariat des fabriques et des villes se trouve dans une situation toute contraire; quoiqu'attachés comme des serfs, par la misère, aux localités dans lesquelles ils travaillent, les ouvriers n'ayant pas de propriété, n'ont point d'intérêts locaux. Tous leurs intérêts sont d'une nature générale, pas même nationale, mais internationale; parce que la question du travail et du salaire, la seule qui les intéresse directement, réellement, quotidiennement, vivement, mais qui est devenue le centre et la base de toutes les autres questions, tant sociales que politiques et religieuses, tend, aujourd'hui à prendre, par le simple développement de la toute puissance du capital dans l'industrie et dans le commerce, un caractère absolument international! C'est là ce qui explique la merveilleuse croissance de l'*Association internationale des Travailleurs*, association qui, fondée il y a six ans à peine, compte déjà, dans la seule Europe, plus d'un million de membres.

Les ouvriers allemands ne sont pas restés en arrière des autres. Dans ces dernières années surtout ils ont fait des progrès considérables, et le moment n'est pas éloigné peut-être où ils pourront se constituer en une véritable puissance. Ils y tendent d'une manière, il est vrai, qui ne me paraît pas la meilleure pour atteindre ce but, au lieu de chercher à former une puissance franchement révolutionnaire, négative, destructive de l'Etat, la seule qui, selon ma conviction profonde, puisse avoir pour résultat l'émancipation intégrale et universelle des travailleurs et du travail, ils désirent, ou plutôt ils se laissent entraîner par leurs chefs à rêver la création d'une puissance positive, l'institution d'un nouvel Etat ouvrier, populaire (Volksstaat) nécessairement national, patriotique et pangermanique, ce qui les met en contradiction flagrante avec les principes fondamentaux de l'*Association internationale*, et dans une position fort équivoque vis-à-vis de l'empire prusso-germanique, nobiliaire et bourgeois, que M. de Bismarck est en train de pétrir. Ils espèrent sans doute que par la voie d'une agitation légale d'abord, suivie plus tard d'un mouvement révolutionnaire plus prononcé et plus décisif, ils parviendront à s'en emparer et à le transformer en un Etat purement populaire. Cette politique que je considère comme illusoire et désastreuse, imprime tout d'abord à leur mouvement un caractère réformateur et non révolutionnaire, ce qui d'ailleurs tient peut-être aussi quelque peu à la nature particulière du peuple allemand, plus disposé aux réformes successives et lentes qu'à la révolution. Cette politique offre encore un autre grand désavantage, qui n'est du reste qu'une conséquence du premier: c'est de mettre le mouvement socialiste des travailleurs de l'Allemagne à la remorque du parti de la démocratie bourgeoise. On a voulu renier plus tard l'existence même de cette alliance, mais elle n'a été que trop bien constatée par l'adoption partielle du programme bourgeois-socialiste du Dr Jacobi, comme base d'une entente possible entre les bourgeois démocrates et le prolétariat de l'Allemagne, ainsi que par les différents essais de transaction, tentés dans les congrès de Nuremberg et de Stuttgart. C'est une alliance pernicieuse sous tous les rapports, elle ne peut apporter aux ouvriers aucune utilité même partielle, puisque le parti des démocrates et des socialistes bourgeois en Allemagne est vraiment un parti trop nul, trop ridiculement impuissant pour leur apporter une force quelconque, mais elle a beaucoup contribué à rétrécir et à fausser le programme socialiste des travailleurs de l'Allemagne. Le programme des ouvriers de l'Autriche par exemple, avant qu'ils ne se soient laissé enrégimenter dans le parti de la démocratie-socialiste, a été bien autrement large, infiniment plus large et plus pratique aussi qu'il ne l'est à présent.

Quoi qu'il en soit, c'est bien plutôt une erreur de système que d'instinct, l'instinct des ouvriers allemands est franchement révolutionnaire et le deviendra chaque jour davantage. Les intrigants soudoyés par M. de Bismarck auront beau faire, ils ne parviendront jamais à inféoder la masse des travailleurs allemands

à son empire prusso-germanique. D'ailleurs le temps de ses questions gouvernementales avec le socialisme est passé. Ayant désormais pour lui l'enthousiasme servile et stupide de toute la bourgeoisie de l'Allemagne, l'indifférence et la passive obéissance sinon les sympathies des campagnes, toute la noblesse allemande qui n'attend qu'un signe pour exterminer la canaille, et la puissance organisée d'une force militaire immense inspirée et conduite par cette même noblesse, M. de Bismarck voudra nécessairement écarter le prolétariat et l'extirper dans sa racine, par le fer et le feu, cette gangrène, cette maudite question sociale dans laquelle s'est concentré tout ce qui reste d'esprit de révolte dans les hommes et dans les nations, ce sera une guerre à mort contre le prolétariat, en Allemagne, comme partout ailleurs. Mais tout en invitant les ouvriers de tous les pays à s'y bien préparer, je déclare que je ne crains pas cette guerre. Je compte sur elle au contraire pour mettre le diable au corps des masses ouvrières. Elle coupera court à tous ces raisonnements sans dénouement et sans fin (*isis Blanchinein*) qui endorment, qui épuisent sans amener aucun résultat, et elle allumera au sein du prolétariat de l'Europe cette passion, sans laquelle il n'y a jamais de triomphe. Quant au triomphe final du prolétariat, qui peut en douter? La justice, la logique de l'histoire est pour lui.

L'ouvrier allemand, devenant de jour en jour plus révolutionnaire, a hésité pourtant un instant, au commencement de cette guerre. D'un côté, il voyait Napoléon III, de l'autre Bismarck avec son roicrouquemitaine; le premier représentant l'invasion, les deux autres la défense nationale. N'était-il pas naturel que malgré toute son antipathie pour ces deux représentants du despotisme allemand, il ait cru un instant que son devoir d'Allemand lui commandait de se ranger sous leur drapeau? Mais cette hésitation ne fut pas de longue durée.

A peine les premières nouvelles des victoires remportées par les troupes allemandes furent-elles annoncées en Allemagne, aussitôt qu'il devint évident que les Français ne pourraient plus passer le Rhin, surtout après la capitulation de Sedan, et la chute mémorable et irrévocable de Napoléon III dans la boue, alors que la guerre de l'Allemagne contre la France perdant son caractère de légitime défense, avait pris celui d'une guerre de conquête, d'une guerre du despotisme allemand contre la liberté de la France, les sentiments du prolétariat allemand changèrent tout d'un coup et prirent une direction ouvertement opposée à cette guerre et profondément sympathique pour la République française. Et ici je m'empresse de rendre justice aux chefs du parti de la démocratie-socialiste, à tout son comité directeur, aux Bebel, aux Liebknecht et à tant d'autres, qui crient, au milieu des clameurs de la gent officielle et de toute la bourgeoisie de l'Allemagne, enragée de patriotisme, le courage de proclamer hautement les droits sacrés de la France, ils ont rempli noblement, héroïquement leur devoir, car il leur a fallu vraiment un courage héroïque pour oser parler un langage humain au milieu de toute cette animalik bourgeoise vigilante.
